

Atelier de lancement de la Plateforme mobile de contrôle citoyen de l'effectivité du personnel enseignant

Allocution de la Représentante de l'UNICEF Dr Viviane Van Steirteghem

27 février 2019 Hilton Hôtel, N'Djaména Monsieur le Ministre des Finances et du Budget;

Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et de la Promotion Civique ; Honorable Député Président de la Commission Education de l'Assemblée Nationale ;

Monsieur le Directeur de l'Observatoire Tchadien des Finances Publiques

Mesdames, Messieurs les Directeurs Généraux, Directeurs et Chefs de services;

Mesdames, Messieurs les Représentants d'organismes et institutions partenaires techniques et financiers du Tchad;

Mesdames, Messieurs;

Distingués invités.

C'est pour moi un réel plaisir de prendre la parole au cours de la cérémonie du Lancement de la Plateforme de Contrôle Citoyen de l'effectivité du personnel enseignant sur les lieux d'affectation.

Permettez-moi de saisir cette opportunité pour remercier le Ministère des Finances et du Budget et le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique pour l'organisation de cet évènement, ainsi qu'à toutes les organisations et partenaires qui ont accepté de prendre part aux présents travaux.

Mesdames et Messieurs,

La présence effective du personnel enseignant dans leurs lieux d'affectation dans le respect du calendrier scolaire est un critère indispensable de la qualité de l'éducation.

Ces dernières années, le Gouvernement a consenti d'énormes efforts pour améliorer la qualité du système éducatif, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers et de la société civile, notamment les syndicats et les associations des parents d'élèves.

En 2018, la masse salariale du Ministère de l'Education Nationale a représenté 88% des dépenses totales du Ministère, et 30% des dépenses du personnel civil de l'Etat. D'où l'importance de l'effectivité de la présence des enseignants afin d'assurer l'efficacité de l'éducation, mais aussi d'une manière générale de la fonction publique au Tchad.

En dépit des efforts et des opérations de contrôle ou de recensement du personnel de l'Etat, certains enseignants continuent d'être absents dans leur poste d'affectation. Même s'ils sont présents, leur présence effective dans les classes est à déplorer. Ceci a un impact sur le niveau d'apprentissage des élèves, et constitue un surcoût pour l'Etat et les parents d'élèves. Le rapport PASEC 2014 note qu'une grande proportion des élèves en fin du primaire ne maîtrise pas les connaissances et compétences suffisantes pour poursuivre une scolarité dans de bonnes conditions (84,3% en lecture et 80,9% en mathématiques).

D'où l'idée du contrôle citoyen à travers les bénéficiaires eux-mêmes.

Mesdames et Messieurs,

L'approche par le contrôle citoyen se généralise de plus en plus dans les pays en développement, notamment en Afrique, comme un soubassement important des politiques sociales.

L'UNICEF, dans la continuité de sa démarche de soutien aux politiques publiques en faveur des enfants, s'intéresse à la redevabilité sociale et au contrôle citoyen. Des initiatives de responsabilité sociale dirigées par les citoyens, ascendantes et fondées sur la demande, peuvent apporter une contribution importante au renforcement de la mise en œuvre des engagements internationaux en matière des droits de l'enfant. Des mécanismes de reddition de comptes bien conçus peuvent aider à mieux réagir face aux communautés en réduisant la corruption, en créant de nouveaux espaces pour la participation des citoyens, en autonomisant les voix locales et en améliorant l'utilisation et le suivi des budgets et des services publics. Ainsi, l'UNICEF soutient de plus en plus de diverses initiatives de responsabilisation sociale en matière de droits de l'enfant dans toutes les régions. L'organisation met l'accent sur les différents niveaux de gouvernance, du niveau national au niveau local, ainsi que sur divers processus de gouvernance, allant de l'élaboration et de la planification des politiques au suivi des dépenses en passant par le contrôle de la qualité des services publics.

C'est pourquoi que l'UNICEF est au côté du Gouvernement du Tchad pour apporter son assistance technique et aide à établir une plateforme de contrôle citoyen qui contribuera à accroître le taux d'effectivité des enseignants, à améliorer les performances du secteur et le niveau d'apprentissage des enfants, ainsi qu'à maitriser les dépenses du personnel enseignant.

Il est important qu'après cette phase de lancement aujourd'hui, l'installation, la sensibilisation et la formation des membres des comités de contrôle citoyen se poursuivent incessamment. Ces comites joueront un rôle central dans le suivi de la présence du personnel enseignant et dans la remontée immédiate de l'information aux autorités, pour une prise de décision bien informée et adaptée à la situation.

Mesdames et Messieurs,

Ce matin, nous découvrirons comment la plateforme fonctionne. Nous aurions également l'opportunité de tester la présence de quelques enseignants des provinces du Lac et du Logone Oriental ciblées dans cette phase pilote. Et c'est l'occasion de réfléchir sur la mise en l'échelle de cette initiative dans le cadre du partenariat élargi avec les bailleurs techniques et financiers intervenant en appui aux finances publiques et au secteur de l'éducation au Tchad.

Pour conclure, je voudrais vous assurer de la disponibilité de l'UNICEF, en collaboration avec les autres agences du Système des Nations Unies et ses partenaires au développement au Tchad, à accompagner la mise en œuvre et le suivi de la plateforme de contrôle citoyen, afin d'assurer de bons résultats dans le secteur de l'éducation dans les années à venir.

Je renouvelle mes encouragements au Gouvernement à travers le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique et le Ministère des Finances et du Budget pour ses efforts en vue d'une efficience accrue de la gestion des finances publiques en général et dans le secteur de l'éducation en particulier.

Je souhaite plein succès à vos travaux.

Je vous remercie.